

## Malgré la rencontre Chirac - Zeroual avortée LES MILITAIRES ALGÉRIENS DEMEURENT LES FAVORIS DE L'ÉLYSÉE

**C**HIRAC AVAIT ANNONCÉ, à grand renfort de trompettes, qu'il rencontrerait Liamine Zeroual, le chef de l'Etat algérien, à New York, à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de la création de l'ONU, ce « machin », comme aimait à le dire de Gaulle, grand gourou de l'UDR (le RPR d'aujourd'hui).

Le lieu choisi pour nous informer de cette entrevue provocatrice, la Tunisie, définit peut-être le mieux la conception qu'a l'Etat français de ses relations avec les pays du Maghreb, à savoir que cette partie du monde reste une zone sous sa dépendance directe, tant en matière économique que politique.

Le message était d'autant plus clair que depuis l'éclatement des pays du bloc de l'Est, il n'y a plus d'« ordre mondial » stable, et que la France est confrontée à une remise en cause de son influence historique dans cette partie du monde, en particulier par les Etats-Unis. C'est une des raisons majeures qui ont conduit Chirac à accepter ce rendez-vous.

Finalement, Zeroual a refusé la rencontre, mettant le président français dans l'embarras.

Si les temps sont durs pour la diplomatie française, c'est que les rapports de forces mondiaux évoluent très vite, au moins aussi vite que le capitalisme, imposant ses rapports de production et sa logique de profit jusqu'aux plus petits villages de Mandchourie ou de Papouasie.

De la même manière que les flux de capitaux dictent leurs lois et font que l'Etat français n'a même plus le contrôle de son propre budget, les grandes forces économiques mondiales sont bousculées, et dans quelques années la hiérarchie des Etats qui dominent la planète va être renouvelée.

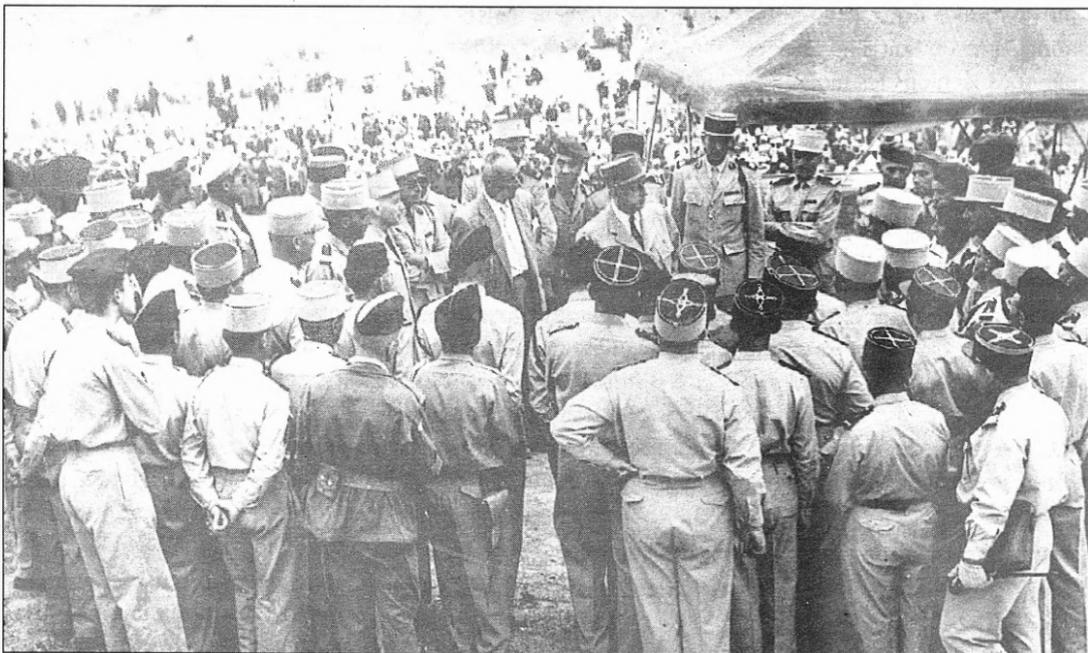
Il est plausible de penser que l'Etat français sera éliminé du clan des leaders mondiaux, tout comme l'Italie ou le Royaume-Uni au profit de l'Inde, la Russie, Taiwan, l'Indonésie, la Chine

ou quelques autres candidats. Même les Etats-Unis verront leur place de première puissance mondiale contestée. Cela donne une idée des bouleversements qui se préparent. A l'évidence, cela ne se fera pas sans résistance ni dégâts.

La classe politique française en est consciente, mais est extrêmement divisée sur la manière d'affronter cette situation. Une des premières solutions a été de proposer l'accélération de la réalisation de l'Europe politique, avec monnaie, frontière et gouvernement communs. Les adeptes de cette « Grande Europe » font valoir que l'Etat français pourrait conserver un rôle influent, voire déterminant, dans la définition de la politique européenne. Ce « retrait dans la dignité » est soutenu par de nombreux socialistes et libéraux de l'UDF.

Mais cette perspective passe mal, vraiment très mal, auprès des tenants

(suite p. 4)



En 1959, déjà, le général de Gaulle gérait « à la française » la politique interne de l'Algérie. Photo : Eclair Mondial/Sipa press.

## Minons le nucléaire !

Et de deux !

Vous n'êtes pas sans savoir que l'Etat français a effectué le 2 octobre dernier le second tir de sa nouvelle et soit-disant ultime série d'essais nucléaires. Beaucoup, non sans raison, en viennent certainement à se demander ce qui pourrait faire reculer le locataire du palais de l'Élysée (1).

En tout cas, ce ne sont pas les gesticulations des commissaires de l'Union européenne, qui se refusent à faire appliquer correctement le traité de 1957 qui pose les bases de la Communauté européenne de l'énergie atomique : Euratom.

L'article 35 du dit traité donne la possibilité à la commission européenne de faire vérifier le fonctionnement et l'efficacité des installations de contrôle du taux de radioactivité ou de tout autre paramètre lié à la santé publique.

Or, les experts dépêchés en

Polynésie française par l'institution européenne du 18 au 29 septembre 1995 se sont vus empêchés d'accéder à la totalité des installations et en particulier au site militaire de Fangataufa. Les autorités françaises estiment en effet que le traité ne peut concerner les applications guerrières de l'atome. faux, puisque selon l'article 34, tout Etat signataire doit tenir compte de l'avis préalable de la commission avant de procéder à des expériences « particulièrement susceptibles d'affecter les territoires des autres Etats membres » (2).

Bien qu'ayant soustrait certaines installations au contrôle et ayant ordonné deux tirs nucléaires avant que les experts européens aient pu rendre compte de leurs observations, l'Etat français a, par deux fois, violé les accords de 1957, les commissaires n'entendent toujours

pas poursuivre la France devant la Cour de justice de Luxembourg (3).

On comprend mieux ces hésitations lorsqu'on connaît les liens qui existent entre le nucléaire civil et le nucléaire militaire d'une part et entre les milieux économiques et politiques d'autre part.

Lorsqu'il met en place, le 12 décembre 1958, la Direction des applications militaires (DAM), le général de Gaulle révèle la face cachée du Commissariat à l'énergie atomique (CEA). Fondé le 18 octobre 1945, bénéficiant d'une autonomie financière et administrative sans commune mesure, cet organisme officiellement civil avait été officieusement créé pour doter la France de l'arme atomique (4).

Lorsque les agents de communication, c'est-à-dire de propagande, d'EDF viennent vanter dans nos écoles les « bienfaits » du nucléaire civil, expliquent-ils à vos gamins

qu'une fois la teneur en isotope 235 de l'uranium a été relevé de 0,7% à environ 3% dans l'usine Eurodif de Tricastin, l'uranium ainsi enrichi est soit utilisé comme combustible dans les réacteurs à eau légère, soit acheminé vers l'usine COGEMA de Pierrelatte afin d'être une nouvelle fois enrichi, cette fois jusqu'à 93%, avant d'être intégré dans les réacteurs des sous-marins ou dans les bombes du type de celle d'Hiroshima, mais bien plus puissante ? Leur expliquent-ils que le plutonium issu des réacteurs à uranium est retraité dans les surgénérateurs tels que Superphénix, pour être utilisé dans la conception de bombes du type de celle de Nagasaki ? (5)

Tout le dispositif nucléaire français est organisé sur ces échanges continuels entre le civil et le

(suite p. 3)

PERPIGNAN

1<sup>er</sup> - 4 NOVEMBRE

colloque national

« L'ANARCHISME...

IMAGES

ET RÉALITÉS »

programme en page 4

PARIS

« Procès de la solidarité »

(lire p.8)

Manifestation

samedi 11 novembre - 11 h 30

Rendez-vous

devant la gare Montparnasse

T 2137 - 1014 - 10,00 F





**R**UE DE BELLEVILLE, dans le 19<sup>e</sup> arrondissement parisien, une mise-en-scène en trompe-l'œil représente deux ouvriers en train de stabiliser une grande ardoise sur laquelle on peut lire : « *Il faut se méfier des mots* ».

Cet avertissement peut prêter à sourire — et n'y manque souvent pas — ; mais peut-être avons-nous tord et cachons-nous derrière ce sourire un trouble créé par l'impression que les mots nous lâchent. A moins que ce soit l'inverse et que nous lâchions les mots.

En effet, sur le front verbal, que constatons-nous ?

Divers phénomènes retiennent notre attention qui indiquent un tassement de la faculté d'expression, et donc de la capacité de communiquer, voire de penser.

Le premier de ces phénomènes est la tendance à laisser

les phrases inachevées. S'il ne s'agit encore qu'exceptionnellement de phrases qui restent suspendues, il n'est pas rare d'entendre ou de lire des phrases sans fin effective (je me comprends, tu vois ?, en plus, etc.). Ces phrases suspendues nous laissent hésitant sur la volonté de leur émetteur. Désire-t-il nous perdre dans le flou ? Ne dispose-t-il pas d'argument rationnel ? Manque-t-il de mots pour aller au bout de sa pensée ? Se lasse-t-il soudain devant l'aridité de la tâche explicative ?

Peut-être aussi, se contente-t-il se calquer son attitude sur le modèle que la presse distille au fil des jours ; le flou, l'aléatoire et le potentiel se substituant progressivement à la communication. Regardons, par exemple, les titres figurant sur les pages 2 et 3 d'*Info Matin*, le 19 octobre 1995. Sur huit titres, quatre se déclinent sur le mode de l'incertitude et un sur celui de

la pure spéculation. Les trois autres se faisant l'écho de l'orthodoxie politique. Il s'agit d'une technique douce éprouvée de programmation : des affirmations discrètement noyées dans un flot de points d'interrogations et de conjectures qui ne sont là que pour mieux faire passer le message.

Un autre phénomène, encore moins rassurant est l'appauvrissement sémantique dont semblent souffrir aussi bien les professionnels de la communication que les consommateurs des médias. Dans 1984, Orwell présentait sa « *novlangue* » et en dénonçait les risques. En 1995, nous sommes en plein dedans. L'art de ne rien dire en beaucoup de mots se substitue à celui de la communication. Ce dernier terme, lui-même se trouvant dévoyé et finissant par représenter une activité qui n'a plus rien à voir avec l'échange d'informations entre personnes du même niveau qu'il désignait naguère.

La liberté est en danger lorsque l'outil principal du jugement, de l'échange de point de vue et de la critique est déficient. Il ne faut pas aller chercher très loin à qui rapporte le crime de « *dé-linguistication* » en cours : les publicitaires annoncent ouvertement la couleur.

Andy Warhol a écrit dans ses carnets : « *Je suis celui qui fait que rien n'arrive* ». Il explique ensuite que c'est ce qui le rend attractif. Derrière la boutade, il y a une analyse lucide de la tendance actuelle au remplissage des journaux contemporains : des photographies, des mots — de préférence chargés d'émotion — et puis rien.

Habités à ce bain de « *rien* », le consommateur en vient à intégrer comme naturel le fait de ne pas se poser de questions. Celui qui pense n'est même plus suspect, il est ennuyeux, il fatigue. On en viendrait presque à rêver que la une des journaux soient ainsi libellée : « *Aujourd'hui... rien de marquant !* ».

**ALAIN L'HUISSIER**  
(gr. La Villette - Paris)

## La fin des métaphores

**A**UX MOTS ne succèdent pas les images, comme le craignaient certains sociologues des années soixante, mais le bruit. Les journaux ne nous informent plus, ils nous bercent. Nous disposons d'un réseau de moyens de communication exceptionnel et la plupart d'entre nous se taisent.

Que les politiciens nous endorment avec de pseudo-explications sur leurs décisions et actes passe encore, nous savons à quoi nous en tenir à leur sujet. Mais lorsque ceux dont le métier devrait consister à nous apporter de la matière pour réfléchir, on ne peut que s'offusquer de les voir nous abreuer d'une enfilade de mots parfois élégants mais toujours inconsistants.

Naguère, il était possible de chercher le message derrière les mots ; certains cherchaient à nous manipuler, à nous orienter dans la voie de la consommation ou de la soumission à l'autorité. Mais c'est fini ! A l'exception de quelques maladroits biens connus au lectorat déclinant — la grosse presse d'opinion

—, le gros de ce qui rédige se cantonne aujourd'hui dans un rôle de dispensateur de bruit de fond. A la vague d'enthousiasme rédactionnel des années soixante-dix succède le « silence des pantouffles ». Lacan serait bien en mal aujourd'hui d'aller chercher la métaphore derrière les mots et lapsus puisque le son seul a sa place dans nos vies. On va bientôt pouvoir jeter dans la poubelle de l'histoire les belles théories linguistiques et sémantiques, faute de contenant à analyser.

Bien encadré par son téléviseur et son journal du matin, l'*homo erectus* se mue progressivement en *homo ronflus* qui, à la jouissance du creusage de cervelle, substitue l'extase du bruit de fond.

Nul n'est épargné. Dès l'enfance, on nous habitue à ne pas penser et, surtout, à ne plus dire. Le nec plus extra de l'activité humaine se résume aujourd'hui pour les enfants à jeter des machins de plastique sur des rondelles de carton et pour les adultes à gratter des bouts de papier derrière lesquels

est sensée se cacher la fortune. Des gestes vides de sens pour accompagner des existences vides d'interrogation.

Où situer l'origine de ce désinvestissement de la pensée qui caractérise notre époque ?

Dans l'inclinaison humaine à aller au plus facile, au plus reposant ? C'est un aspect à ne pas négliger. Mais, les vrais coupables sont ceux qui maîtrisent le savoir et les moyens de le diffuser.

Il y a une dizaine, déjà, je m'accrochais avec le directeur d'une radio « *pirate* » qui nous menait une sévère guerre des nerfs pour que nous limitions notre vocabulaire à deux ou trois cents mots lorsque nous étions à l'antenne.

J'ai été confronté depuis, et à diverses reprises, à cette volonté de restreindre le champs de l'expression. Les défenseurs du toujours plus simple se défendent souvent en prétendant

qu'ils cherchent à être compris de tous. Dans les faits, ils en viennent à ne plus intéresser personne. Ce ne serait pas grave si d'autres stimuli venaient se

substituer à eux. Mais ce n'est pas le cas.

Le dernier endroit où l'on cause n'est plus le café — qui disparaît d'ailleurs progressivement au profit des « *MacDo* » — mais le réseau Internet. Mais pour accéder au Web, il faut être équipé - et raisonnablement riche - ou travailler dans une entreprise ad hoc. Donc, exit le tout venant.

Quand la presse devient ronronnante, que les lieux de parole se raréfient, que la douceur de la couette a remplacé dans le cœur des hommes les flammes de la discussion et que des romans médiocres se voient primés, il ne nous reste plus que l'inquiétude ou l'insouciance.

Il est encore impossible de dire laquelle des ces attitudes alternatives va l'emporter ; mais de sérieux indices nous portent à croire que la seconde est en passe de gagner une des plus importantes batailles de ce siècle : celle de la liberté de pouvoir penser.

**A. L.**  
(gr. La Villette - Paris)



### Rédaction-Administration

145, rue Amelot

75011 Paris.

Tél. : (1) 48.05.34.08.

FAX : (1) 49.29.98.59.

le monde  
**libertaire**

### Bulletin d'abonnement

Tarif

	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger	
1 mois	5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois	13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois	25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an	45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50 % de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

Pays .....

A partir du n° ..... (inclus).

Abonnement de soutien

Chèque postal  Chèque bancaire  Autre

Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

**Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.**

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :

145, rue Amelot, 75011 Paris

Directeur de publication :

André Devriendt

Commission paritaire n°55 635

Imprimerie : La Vigie,

24, rue Léon-Rogé,

76200 Dieppe.

Dépôt légal 44 145

1<sup>er</sup> trimestre 1977

Routage 205 — La Vigie

Diffusion SAEM

Transport Presse

# Minons le nucléaire !

(suite de la « une »)

militaire. « La Direction des applications militaires dispose à l'intérieur du Commissariat à l'énergie atomique certes d'installations exclusives et particulièrement protégées mais aussi de centres communs de recherche et surtout de production de combustibles (COGEMA), voire de stockages des déchets (Agence nationale de gestion des déchets radioactifs). » (6).

La COGEMA mène également une campagne publicitaire depuis quelque temps, ainsi qu'EDF, dans de nombreux médias, notamment à la télévision. Ces campagnes ont pour but de montrer que le nucléaire, en tant qu'énergie, est indispensable, propre et pas cher. Mais ce que ces publicités ne disent pas, c'est qu'une centrale nucléaire a une durée de vie 20 à 30 ans, durée de vie que les centrales nucléaires françaises commencent à atteindre. Ces publicités ont pour but de conditionner l'opinion publique pour qu'il n'y ait pas un mouvement de contestation et de revendication populaire lors de l'annonce de la programmation d'une nouvelle série de construction de centrales nucléaires. Constructions inévitables du point de vue d'EDF (entreprise de service public qui ne tient pas compte du public qu'elle est censée servir), puisque, actuellement, les trois quarts de l'énergie en France est d'origine nucléaire. EDF, la COGEMA, l'ANDRA, dans leur stupidité aveugle et leur avidité de profit ne tiennent absolument pas compte des nouvelles technologies et de la recherche.

En effet, les supraconducteurs qui éviteront les pertes énergétiques lors des transports de l'énergie dans les lignes à haute tension ; une maîtrise des déchets radioactifs ; une énergie nucléaire totalement maîtrisée, sont des voies de recherche qui sont exploitées et qui donneront des résultats concrets, fiables dans 20 ou 100 ans.

En attendant ces résultats, l'exploitation d'énergies vertes et renouvelables (solaire, courant de rivières, éoliennes, gaz...) est tout à fait pertinente et doit être développée à grande échelle. Ces recherches ne pèsent pas lourd, hélas, face à celles menées par le CEA, EDF ou la COGEMA, ces grandes raclures du nucléaire. Recitons la phrase de la note 6 : « La Direction des applications militaires dispose à l'intérieur du Commissariat à l'énergie atomique certes d'installations exclusives et particulièrement protégées mais



Paris, le 30 septembre : devant la librairie du Monde Libertaire, les camarades s'apprêtent pour la manifestation antinucléaire. Photo gr. Alliance.

aussi de centres communs de recherche et surtout de production de combustibles (COGEMA), voire de stockages des déchets (Agence nationale de gestion des déchets radioactifs). »

Les pays européens qui achètent l'électricité produite par les centrales nucléaires françaises le savent bien. Pour ces pays, s'attaquer aux essais français, c'est risquer de devoir expliquer plus tard à leur opinion publique que nombre d'entre eux ont fait traiter leurs combustibles et leurs déchets radioactifs par l'usine française UP2 de La Hague, dont l'investissement de départ aurait été financé à 50% par le budget militaire, selon l'association WISE.

Aussi, les antinucléaires australiens ne se sont-ils pas trompés en associant leurs protestations contre la reprise des essais à la lutte contre l'extraction et l'exportation d'uranium par leur pays.

A la veille d'élections fédérales, Paul Keating, le premier ministre australien marche sur des œufs. Alors qu'il venait de féliciter Chirac pour avoir décidé de mettre fin aux essais après cette série et avoir feint de croire à l'innocuité des essais sur la santé de la population du Pacifique sud, Paul Keating vient de déposer, devant une réunion du Parti travailliste de Nouvelle-Galles-du-Sud, une motion condamnant toute nouvelle vente d'uranium australien à la France « jusqu'à la fin de la

campagne d'essais » (7). Ce geste lui a été imposé par la virulence des antinucléaires qui ont su prendre le problème en amont.

En septembre dernier, des militants de Greenpeace et d'Everyone for a nuclear free future (Tous ensemble pour un avenir sans nucléaire) avaient projeté de bloquer une expédition d'uranium en direction de l'Europe. Ils prévoient de bloquer le convoi

## Essais nucléaires français et uranium australien

en disposant sur sa route une vieille voiture à laquelle se serait cadenassé un antinucléaire. Prévenus, on ne sait comment, les responsables de la mine ont préféré laisser l'uranium dans l'entrepôt de Berrimah, situé à la périphérie de Darwin. Après une manifestation de plusieurs heures, les antinucléaires sont arrivés sur ce site. Quatre militants en combinaison antiradiation se sont assis sur les containers. Délogés par la police (Territory response unit), ils n'ont cependant pas été inquiétés. Du moins pour l'instant. Le 5 septembre dernier, à Darwin (8), Keating a été interpellé au sortir d'une réunion officielle par une trentaine de

manifestants sur la finalité de l'exploitation des gisements d'uranium. Le 27 septembre, la No more Hiroshima coalition appelait à une manifestation à Melbourne, avec comme mot d'ordre : « Uranium : laissez-le dans le sol ! ».

Il est important d'exprimer notre solidarité avec ces initiatives populaires d'autant plus que, selon nos correspondants australiens, le gouvernement français et la COGEMA projettent d'acheter plusieurs sites australiens (Ranger, South Alligator River, Koongarra, Mount Permain, Twin river) pour mettre en place de nouvelles mines d'extraction d'uranium dès que les autorités australiennes le leur permettraient.

Les mines d'extraction d'uranium en Australie sont parfois des sites touristiques, comme la mine de Kakadu. Cette mine est exploitée depuis 1979. Du radon (gaz radioactif) s'échappe des mines. Ce gaz, une fois respiré, provoque des maladies génétiques, des cancers qui peuvent se déclencher entre 5 à 20 ans après ingestion. « Aller à Kakadu peut mettre votre vie en danger. La contamination de l'environnement s'accroît d'année en année, même après la fin d'exploitation d'une mine, causant des problèmes potentiels pour les générations futures » (9).

**CHRISTOPHE FÉTAT**  
(adhérent individuel de la FA - Lille)

(1) Dans la mythologie grecque, l'Elysée conduisait au royaume des morts ! Sans commentaire.

(2) Libération du 5 octobre 1995, p. 9.

(3) Le Monde du 11 octobre 1995, p. 4.

(4) et (6) Cf. le dossier spécial sur les essais in Silence n° 195, fin septembre 1995.

(5) Voir le schéma du cycle du combustible nucléaire dans Dossiers et documents du Monde n° 234, juillet-août 1995.

(7) Le Monde du 3 octobre 1995.

(8) Northern Territory du 6 septembre 1995.

(9) Extrait du tract « Kakadu information gratuite, passez une bonne journée. Agir maintenant. Non aux mines d'uranium », distribué à Kakadu, en Australie.

## RENDEZ-VOUS

### CLERMONT-FERRAND

Le groupe Spartacus de la Fédération anarchiste tient sa permanence (avec table de presse) le samedi, entre 14 h et 17 h, à l'Aténéo, 8, rue de l'Ange, 63000 Clermont-Ferrand.

### PARIS

L'Union régionale parisienne de la FA tient une permanence le samedi, de 15 h à 17 h, au local « La Rue », 10, rue Robert-Planquette (métro Blanche ou Abbesses), 75018 Paris.

### NICE

Le groupe FA tient ses permanences du mercredi et du samedi, de 15 h à 18 h, au siège de l'ADCL, 19, rue de Dijon, 06010 Nice (près de la gare principale).

### TOULOUSE

Le groupe Albert-Camus a acheté un local de 85 m<sup>2</sup>. Une souscription est ouverte. Chèque à l'ordre de « FA de Haute-Garonne ».

FA de Haute-Garonne, 36, rue de Cugnaux, 31300 Toulouse.

## PARUTIONS

### BANDEAU

« MONDE LIBERTAIRE »

Le groupe du Gard diffuse un bandeau « Lisez le Monde libertaire », de couleur jaune vif, au format 65x20, impression noire. A coller seul ou avec une affiche à thème.

Tarifs (port compris) :

- 10 exemplaires : 10 F ;
- 100 exemplaires : 52 F ;
- 200 exemplaires : 88 F.

Chèque à établir à l'ordre de Vidal.

A commander à : AGDIR, 5, rue René-Cassin, 30900 Nîmes.

### BULLETIN

Le n° 18 (automne 1995) du bulletin *Brisons nos chaînes*, du Réseau pour l'abolition de la télévision (animé par un militant de la FA), vient de paraître. Prix : 10 F (+ 3,50 F de frais de port). En vente à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico).

### PRESSE

Le n° 122 (octobre) de *Contre Vents et Marées*, journal d'humeur anarchiste de la région Rhône-Alpes, est paru.

Prix : 6 F. Abonnement : 60 F (chèque à l'ordre de « Contre-Courants », La Ladrière, 38080 Saint-Alban-de-Roche).

Si Land and Freedom de Ken Loach vous a fait découvrir les événements espagnols de 36-39, ne restez pas sur votre faim. Précipitez-vous sur *Un autre futur*, le film-documentaire de Richard Prost (durée : 2 h 51) sur l'Espagne libertaire. 200 F (+ 10% de frais de port). En vente à la librairie du Monde Libertaire (chèque à l'ordre de Publico).

## Amies lectrices, amis lecteurs

Suite à des problèmes rencontrés en vue de la location d'une salle adaptée aux journées des 10 et 11 novembre 1995 relatives au « Centenaire de la presse libertaire », nous sommes contraints de reporter les festivités prévues (partiellement ou en totalité), à une date ultérieure.

Cependant, le colloque « 100 ans de presse anarchiste » pourrait être diffusé sur les ondes de Radio Libertaire (à vos transistors, donc).

Nous prions tous les amis du ML, qui se sont déjà manifestés pour acheter des billets pour le concert prévu ou désiraient assister au colloque de bien vouloir nous excuser.

Nous leur donnerons un rendez-vous dans deux ou trois mois. De plus amples détails vous seront fournis dans de prochains ML.

L'ADMINISTRATEUR ML

## Les militaires algériens demeurent les favoris de l'Élysée

(suite de la « une »)

de la « grandeur et de la vocation civilisatrice universelle de la République française ». Pour cette **tendance très nationaliste**, ce n'est pas acceptable. Pour eux, l'Allemagne finirait logiquement par s'imposer comme leader européen du fait de sa puissance économique et de son influence sur l'Europe centrale. Ce n'est pas un hasard si la classe politique allemande est unanime à soutenir le passage à la monnaie unique en 1999, disent-ils.

La France ravalée au rang de second rôle en Europe, vous n'y pensez pas ! Tel est leur credo. L'idée, elle-même, est perçue comme un affront et une injure intolérable. On retrouve pêle-mêle dans ce courant, et pour des raisons contradictoires, le RPR, le PCF, de Villiers, Chevènement et quelques autres. Ce sont eux qui, par exemple, s'opposent radicalement à la mise en application des accords de Schengen et de Maastricht, vécus comme le symbole de la négation de la nation française. Et aujourd'hui, cette conception réactionnaire et conservatrice de la société a le vent en poupe et tend à imposer ses choix à l'appareil d'Etat. Comme par hasard, tous soutiennent Chirac dans sa démarche vis-à-vis de Zeroual.

Il est fort probable que Chirac, à la recherche d'un rôle historique à jouer, dans la droite ligne inspirée du gaullisme, s'appuie de plus en plus ouvertement sur ces clans nationalistes visant à la restauration de la « France éternelle ». Comme si l'on pouvait construire une politique en espérant ressusciter le passé. Plusieurs de ses prises de position vont dans ce sens, mais aucune de ces initiatives internationales n'a produit les effets escomptés, à savoir redorer le blason national.

Souvenons-nous qu'à peine installé à l'Élysée, il a jugé utile d'aller en Afrique francophone pour affirmer que la vraie France était de retour. Cela n'a pas manqué de rassurer et conforter les pouvoirs locaux, en prise avec une contestation sociale de plus en plus virulente. Est-ce le bon pari sur l'avenir ?

Souvenons-nous aussi de son coup de gueule à propos de la crise yougoslave où on allait voir ce qu'on allait voir, avec l'envoi de tanks et de canons parmi les plus puissants du monde...

Ce qu'on a surtout vu, c'est une redéfinition des cartes en trois jours par l'armée croate, conseillée et armée par l'Allemagne, au moment où Clinton avait besoin d'un coup de pouce face à la grogne du Sénat américain, avec la complicité bienveillante de Milosevic qui a cédé le terrain sans réelle résistance.

Souvenons-nous également de la décision de reprise des essais nucléaires. A l'évidence, il s'agissait de crier à la face du monde que la France existe encore et qu'il faut compter sur elle pour la gestion des grandes affaires du monde. Ce qui a été du plus mauvais effet sur l'opinion internationale.

La rencontre envisagée avec Zeroual, dans la ville de New York où plus d'une centaine de chefs d'Etats se réunissaient, s'inscrivait bien dans la même logique de défense des intérêts stratégiques français et d'une réaffirmation du rôle de la France dans le règlement des dossiers les plus sensibles de la planète.

Pourtant, cette manière de concevoir la politique extérieure française, toute arc-boutée sur des méthodes du passé qui ont largement montré leurs effets néfastes tant pour les pays sous « notre influence » qu'ici-même, ne va pas arranger les choses ni nos rapports avec le reste de l'humanité.

En effet, si la situation algérienne nous est « familière », il faut avoir en mémoire que ce qu'on appelle l'« *intégrisme islamique* » est un puissant mouvement à base sociale populaire, dans plusieurs pays : Egypte, Sou-dan, Iran, Inde, Pakistan, Afgha-nistan... et qu'il est aussi très influent en Indonésie, dans plusieurs républiques de l'ex-URSS, dans certains pays d'Afrique noire, etc. Soyons certains que cette initiative française produira son « meilleur » effet auprès des populations concernées.

La prise de position de l'Etat français va être regardée à la loupe, et aura valeur d'exemple pour définir ce qu'est la politique française. Qu'il le veuille ou pas, Chirac a objectivement cautionné l'utilisation de la violence armée et la dictature pour écraser toute opposition, islamique dans ce cas précis, mais qui pourrait tout aussi bien être de nature plus démocratique si l'on pense à la Côte-d'Ivoire, au Cameroun,

aux Comores (si l'on met de côté l'aventure mercenaire de Bob Denard)...

Cette ligne politique est exactement la même que celle qui a sous-tendu la colonisation, à savoir qu'en dépit des massacres, l'Etat français prétend faire œuvre d'apport de civilisation à des populations arriérées et incultes.

Cette prétention à vouloir être le nombril du monde, sous prétexte de donner de bons conseils à Zeroual sur la nécessité et les moyens à employer pour instaurer la démocratie en Algérie ne peut faire illusion. C'est bien une volonté néo-colonialiste qui essaie de se renouveler.

Cette stratégie est affirmée de manière si évidente et grossière que Zeroual a été obligé, par un geste de rejet, de prouver à sa propre opinion publique que l'Etat algérien était bien indépendant ; d'où cette rencontre annoncée par Chirac qui n'a pas eu lieu.

De toute façon, Zeroual restera un des maîtres de la dictature militaire à l'issue de la prétendue élection présidentielle algérienne, dont la seule fonction est de donner un vernis de légalité internationale à un régime imposé par la force. Par intérêt, il composera avec le gouvernement français (après l'élection présidentielle), afin de s'assurer des ressources financières qui permettront à la clique militaire de se maintenir au pouvoir.

Pour Chirac, il s'agit en priorité de s'assurer l'appui et le contrôle d'un Etat affaibli et dépendant économiquement de l'aide française, pour s'en servir de faire valoir dans une stratégie de maintien de la France comme une puissance capable de peser sur la gestion du monde.

Bien entendu, ces luttes de pouvoir n'ont que faire des conséquences sociales et humaines que cela implique.

Des cinq milliards de francs d'aide française en 1994, les populations algériennes n'ont rien vu puisque un tiers de ce fric a servi à payer les militaires et les groupes para-militaires qui font la sale guerre, un autre tiers a servi aux besoins des relations internationales algériennes (?), le dernier tiers a servi aux paiements des intérêts des dettes d'Etat.

Aucun investissement sérieux n'a été réalisé en Algérie, alors que chacun sait que c'est la misère économique et sociale qui explique le repli sur la religion d'une partie des plus exploités.

Le gel de la dette algérienne, décidé quelque temps avant le premier attentat à Paris, ne va pas modifier les données économiques mais simple-

ment permettre aux militaires de tenir... Jusqu'à quand ? Pour quoi faire ?

Dans dix ans, les choses peuvent en être au même point, et il faudra recommencer à rembourser les emprunts d'aujourd'hui, d'où une probable aggravation de la situation sociale. Quel avenir pour les enfants algériens ? Le « *no future* » ne fait pas vraiment rire.

En France, il semble de plus en plus probable que l'Etat français sache depuis longtemps que des réseaux islamiques sont à l'origine des attentats. En fait, ces actions étaient presque prévisibles au vu de la gestion du dossier algérien par les différents gouvernements qui l'ont traité. L'initiative avortée de Chirac n'aura comme effet que de légitimer un peu plus le recours à la violence.

Pour notre part, et au-delà des évidentes raisons d'humanité, nous ne pouvons que condamner le terrorisme parce que ce chantage exercé sur les populations françaises va à l'encontre du développement de liens d'entraide avec les travailleurs algériens, ici-même et en Algérie.

Si, à Alger, l'islamisme canalise les frustrations sociales, en France le nationalisme remplit la même fonction. Le rapide développement d'un nationalisme « populaire » en France ne peut qu'être attisé par la psychose à la bombe et l'utilisation qui est en fait par l'ensemble de la classe politique. Il y a une véritable instrumentalisation de cette vague d'attentats.

La quadrillage militaire du territoire, les deux millions de contrôles dont se gargarise le ministre de l'Intérieur, l'expulsion de plus de 10 000 « étrangers » en situation dite irrégulière, permettent de préparer et conditionner les populations à la systématisation d'un contrôle social et politique permanent.

L'appel de tous les partis politiques à resserrer les rangs autour du gouvernement ne favorise pas seulement le nationalisme, mais sape directement toute confrontation sociale avec un pouvoir qui multiplie les mesures contre les salaires, la protection sociale et étend la misère économique.

Il est urgent de prendre position publiquement contre cette militarisation rampante de la société qui génèrent des conditions de luttes revendicatives de plus en plus difficiles.

**BERNARD (gr. Déjacque - Lyon)**

(Lire, p. 7, l'article de Rose Paradis, « Le Téléphone arabe ».)

## RENDEZ-VOUS

**DIJON**

• « Les Voix sans maître » présentent Polymagoo (rock psyché), Les Frères feuillus (folk), Carafe Boulba et les Beaux Tritis (punk-ska), lors d'une soirée organisée par le groupe FA de Dijon, en collaboration avec le SCALP, le samedi 4 novembre, à 21 h, à « **La Vapeur** », 42, avenue de Stalingrad, à Dijon. Prix : 30 F.  
• Rencontre des militan(e)s et sympathisant(e)s FA : chaque vendredi, de 21 h à 22 h 30, au **local anarchiste du 61, rue Jeannin, à Dijon**. Tél. : 80.66.81.49.

**LILLE**

• Conférence le mercredi 1<sup>er</sup> novembre, à 20 h, sur l'« antimilitarisme, le pacifisme et l'objection de conscience », organisé par le groupe Humeurs Noires de la FA, au **Centre culturel libertaire Benoît-Brouchoux, 1-2, rue Denis-du-Péage (M<sup>o</sup> Fives), 59800 Lille**. Tél. : 20.47.62.65.  
• Rassemblement contre toutes les guerres, pour l'abolition du service militaire et pour la paix, le vendredi 10 novembre, à 17 h, sur la Grand'place.

**LYON**

Débat des groupes FA de Lyon sur la « Révolution espagnole », le samedi 4 novembre, à 15 h, à la **librairie La Plume Noire, 19, rue Pierre-Blanc, 69001 Lyon**.

**PARIS**

Le groupe Alliance (20<sup>e</sup> arr.) tient un point de vente du *Monde libertaire* le dimanche, entre 10 h 30 et 12 h, au **M<sup>o</sup> Jourdain, rue des Pyrénées (devant le magasin Champion)**.

**PARIS**

Le groupe Louise-Michel de la FA vous propose, les vendredis à venir, à 20 h 30, au **10, rue Robert-Planquette (métro Abbesses ou Blanc), 75018 Paris**, des soirées-débat sur le thème : « Travail et économie ».

Le 10 novembre, la soirée portera sur « L'Autogestion distributive », et sera animée par Charles Lorient et Serge Livrozet.

## A LA PETITE SEMAINE

*Bien sûr, il y a...*

« *Bien sûr, il y a les guerres d'Irlande, et les peuplades sans musique...* »

Bien sûr, il y a la grogne des fonctionnaires et, au-delà, le marasme social qui s'étend...

Bien sûr, il y a ces trafics à coups de milliards, ces caisses noires, ces habitations à loyer révisé pour le fils à papa Juppé...

Bien sûr, il y a ces mers poubelles à déchets, ces océans poubelles à essais...

Bien sûr, il y a ces légions d'adorateurs de drapeaux, qui redessinent inlassablement la carte du monde avec leurs barbelés...

Bien sûr, il y a ces popes, ces papes, ces pasteurs, ces rabbins, ces ayatollahs, ces curés qui nous préparent le siècle des Obscurités...

Oui, bien sûr, il y a tout cela, et pis encore. Il n'empêche qu'on aimerait savoir comment va Deng Xiaoping et pourquoi le grand romancier Giscard d'Estaing est absent des dernières sélections pour les prix littéraires de novembre...

**FLORÉAL**

### Perpignan - 1<sup>er</sup> - 4 novembre 1995 - salle Arago

#### « L'ANARCHISME... IMAGES ET RÉALITÉS »

• Mercredi 1<sup>er</sup> novembre, 14 h - 20 h 30 : LES VISAGES DE L'ANARCHISME : Hugues Lenoir : *Unité et diversité de l'anarchisme* • Yves Peyraud : *Le communisme anarchiste comme idéal de société* • René Berthier : *Anarchisme et mouvement ouvrier*.

• Jeudi 2 novembre, 17 h - 20 h 30 : LUTTES D'AUJOURD'HUI ET PROPOSITIONS ANARCHISTES : Bernard Pensiot : *Les nouvelles donnes de la lutte* • Hélène Hernandez : *Syndicalisme en rupture* • Philippe Pelletier : *Ecologie, antifascisme : le point de vue anarchiste*.

• Vendredi 3 novembre, 17 h - 20 h 30 : IMAGES ET RÉALITÉS DE L'ANARCHISME : Ronald Creagh : *Utopies et créativité du mouvement libertaire* • Fernando Bronchal : *Labels et fanzines anarchistes en liberté* • Jérôme Varquez : *Le pacifisme et l'antimilitarisme anarchistes*.

• Samedi 4 novembre, 10 h - 13 h : ANARCHISME ET FÉMINISME : Hélène Hernandez : *Actualité de l'anarcho-féminisme*.

• Samedi 4 novembre, 16 h - 20 h : L'EDUCATION LIBERTAIRE COMME ALTERNATIVE : Jean-Marc Raynaud : *Educación libertaire d'hier et d'aujourd'hui* • Bernard Lebœuf : « Bonaventure », l'éducation libertaire en pratique.

• Du 1<sup>er</sup> au 4 novembre, de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h, à la LIBRAIRIE INFOS de PERPIGNAN, 2, rue T.-Guiter : EXPOSITIONS (affiches, presse, la vie d'un groupe anar...), VIDÉOS (*Un poble en armes, De toda la vida, Bonaventure*).

• Vendredi 3, à 21 h 30 : *Le dernier des Mohicans*, de Michaël Mann, avec Daniel Day-Lewis (d'après le roman de J. F. Cooper - 1826) au CINÉMA GINAIRE D'ARGELES • Samedi 4, à 21 h 30 : soirée musicale à la LIBRAIRIE INFOS.

« NATIONAL HEBDO »

# Quand l'extrême droite distille la haine

**E**N CETTE PÉRIODE troublée où la chasse aux faciès s'est banalisée, qui n'a pas aperçu *National Hebdo* en kiosque ? Certains l'achètent pour conforter leurs idées et comportements xénophobes, se persuader qu'ils ont raison de rejeter l'autre. D'autres sont quelque peu inquiets de son contenu. Que veut cet hebdomadaire ?

## Semer la peur...

Il ne se passe pas une semaine sans que *National Hebdo* ne nous avertisse d'agression perpétrées par des immigrés. Par exemple, dans son édition du 4 mai 1995, il dénonce dans un article intitulé « *Il y a racisme et racisme...* » : « *Que n'a-t-on pas entendu après le décès d'un jeune Marocain jeté à la Seine par une bande de skinheads excités le jour de la fête de Jeanne d'Arc ? Toute la presse audiovisuelle l'a évoqué en criant au racisme et, imputant cette mort à la manifestation organisée par le Front national [...] alors que précisément les voyous qui l'ont provoquée avaient été expulsés du cortège, par le service d'ordre du Front national. En revanche, pas un mot à la radio ou à la télé sur l'agression dont ont été victimes un jeune homme de dix-neuf ans et une jeune fille de dix-sept ans, samedi soir dans un train de banlieue de la région parisienne. Pourtant le garçon qui a reçu quatre coups de couteau dans le ventre a failli perdre la vie. Mais cette fois la victime s'appelle Nicolas, et les agresseurs Wahid, Salim, Jimmy et David. Et le racisme anti-français dans la presse aux ordres, on ne connaît pas...* ».

Cet article, d'une mauvaise foi flagrante, prétend que le décès du jeune Marocain n'a aucun rapport avec la manifestation du FN alors qu'elle est la conséquence directe de la xénophobie propagée par ce parti (1). Les deux faits que l'auteur met en parallèle ne sont donc pas comparables. La déplorable agression de deux jeunes dans un train de banlieue fait partie de cette délinquance malheureusement quotidienne, ce qui n'est pas le cas pour le meurtre de B. Bouarram. D'ailleurs, ce journal évoque très rarement la délinquance impliquant des « Français ». Ce qui l'intéresse, c'est de dénoncer quasi-exclusivement les forfaits perpétrés par des « étrangers » pour mieux faire vibrer la fibre « nationale ». Drôle d'objectivité... En ne

citant que des faits divers de cet ordre, les arrière-pensées politiques sont évidentes.

## Et la haine...

A la suite de la mort d'un jeune d'origine comorienne à Marseille, en février 1995, l'éditorialiste de *National Hebdo* jura : « *Une chose est certaine dès à présent : la mort d'Ibrahim est un fruit de la peur. Un fruit vénéneux, un fruit condamnable, et qui risque de proliférer si la peur n'est pas jugulée. Et les incantations journalistiques n'y suffiront pas. Il est juste de condamner les débordements de l'autodéfense, il serait sot d'ignorer que l'évolution de la société française y a conduit [...]. Les médias nous assurent que le Front national, par une "idéologie de la haine", engendre la peur pour ensuite s'en servir. En réalité, il se passe exactement le contraire : le Front national canalise la haine née de la peur, et il propose - il supplie - qu'on tarisse les sources de la peur avant que notre société vole en éclats. Ceux qui ironisent sur « l'hystérie sécuritaire » devraient reconnaître que l'insécurité n'est pas un fantasme, que la peur a des racines objectives » (2). Et dans l'article « *Le drame de Marseille, une descente dans l'enfer* », P. Lambert évoque « *un drame de la peur dans une banlieue envahie par la peur consécutive à l'occupation étrangère. [...] La responsabilité du drame, il faut la chercher dans la vie lamentable des "cités", consécutive au délabrement de la "Cité" politique. Dans les ténèbres quotidiennes des banlieues livrées à la peur* ».*

On le voit, leur stratégie est de jouer sur le sentiment d'appréhension, de crainte, d'angoisse. La page de couverture de *National Hebdo* du 2 mars 1995 montrait une foule immigrée dans une cité HLM, en titrant : « *Marseille, Sartrouville, etc... Les cités de la peur* », celle du 29 juin titrait : « *Les bandes engagent la bataille du rail - PEUR SUR LA VILLE* », avec, en illustration, une bande de rappeurs armés de fusils. L'édition du 19 octobre fait encore plus fort en titrant : « *De la banlieue au RER, l'immigration tue !* ». Contrairement à ce qui est affirmé de façon catégorique, l'immigration n'est pas la cause de l'insécurité. Ne serait-ce pas plutôt cette réalité sociale : inégalités économiques,



marginalisation, exclusion, etc, que ce journal passe sous silence, qui en serait la principale cause ? Actuellement, le racisme est entretenu, développé, renforcé par les médias et les politiciens d'extrême droite. En concentrant toute sa propagande sur le problème de l'immigration, il n'y a pas à s'étonner qu'il y ait, un jour ou l'autre, des bavures.

## Pour récolter le pouvoir...

Certains textes contiennent des menaces à peine voilées. Tel est le cas de l'éditorial de *National Hebdo* du 1<sup>er</sup> juin 1995 : « *Puisqu'on nous parle de "haine", et que la haine monte vraiment en France, sachons qui l'attise et la nourrit : pas Le Pen, nous l'avons dit et redit cent fois ici, mais au contraire ceux qui l'attaquent, et qui manipulent, et qui prétendent œuvrer pour "l'antiracisme". [...] Ce que la gauche et certains médias ont reproché à tort à Le Pen dans la noyade du jeune Brahim dans la Seine le 1<sup>er</sup> mai peut être imputé à raison à de nombreuses associations et groupes dans de nombreux crimes. Fuck-the-police appelle vraiment à tuer des policiers.-Le Scalp, Ras-le-Front, etc appellent vraiment à la discrimination, à la haine et au meurtre contre le Front national. Et tant d'autres, comme la FASTI, le GISTI, SOS-Racisme appellent à la violence, à l'exclusion contre le mouvement national et les Français qui pensent comme lui [...]. Et bien ras le Front des antiracistes. Il est temps que l'on*

se penche sur la légitimité démocratique de ces provocateurs professionnels. Il est temps que l'on interdise SOS-Racisme, la FASTI, le Scalp, Ras-le-Front [...] » Un pas est franchi. On ne s'en prend plus seulement aux immigrés, mais à leurs associations de défense ainsi qu'aux organisations antifascistes. Le ton est donné...

La vague d'attentats qui touche le pays tombe à point pour le FN. Dans l'édition du 5 octobre 1995 de *National Hebdo*, Jean-Marie Le Pen se demandait : « *Pourquoi avoir laissé se constituer, avec l'immigration galopante, un terreau pour le terrorisme, avec les sanctuaires des banlieues où la police ne pénètre pas, les bandes qui s'entraînent, les associations, les radios et ces cités où, par le biais des antennes paraboliques, on peut capter n'importe quelle télévision [...]. Autrement dit, l'immigration est la seule cause des événements actuels. Et la responsabilité de l'Etat français dans la crise algérienne ?*

## Telle est la méthode du FN

La presse d'extrême droite ne diffuse pas que des mensonges, sinon elle croulerait sous nombre de procès. Non, elle se contente de sélectionner soigneusement les faits, les événements qui confortent ses thèses, en occultant ce qui la gêne. Puis, elle les présente de façon à ce que son argumentation paraisse logique pour le lecteur. C'est, semaine après semaine, que l'on s'imprègne de idéologie, de ce

véritable poison qui, goutte après goutte, s'infiltré dans le cerveau du lecteur.

Certes, *National Hebdo* n'est pas une publication officielle du Front national, mais rappelons tout de même qu'il se dénommait auparavant « *Le journal de Jean-Marie Le Pen* » (3). Séparé juridiquement du parti, il laisse une grande liberté de parole à ses journalistes, et évite à l'organisation toute condamnation directe.

Le FN et sa presse-satellite se défendent d'être racistes. Nous aimerions les croire sur parole. Mais alors pourquoi concentrer tous ses efforts contre l'immigration ? A lire cet hebdomadaire, on serait tenté d'en déduire que tous les problèmes de la société sont dus à ce phénomène. Les affiches du FN sont d'ailleurs là pour confronter cette thèse : « *Immigration, ouvrez les yeux* » et « *Quand nous arriverons, ils partiront* ». Celles qui proclament « *Le Front national défend les Français* » et « *Jeune Français, priorité pour toi, chez toi* » tiennent de la même logique : montrer du doigt l'Autre. Ses médias n'incitent pas à réfléchir et rencontrent ainsi un certain succès en ces périodes de crise. Il est évidemment plus facile d'ingurgiter des slogans simplistes que de commencer à raisonner.

Dans le contexte économique et social difficile que nous vivons aujourd'hui, le FN attise la peur, manipule les angoisses d'une partie de la population. A un moment où la classe ouvrière française et immigrée devrait resserrer ses rangs, multiplier ses gestes d'entraide et de fraternité face aux attaques du patronat et de l'Etat, son objectif est d'empêcher cette alliance. Car pour lui, il est évident que les rapports de classes n'existent pas ; seule la nation française prime. Ce qui démontre sa véritable nature : un méprisant valais du Capital.

JEAN-CLAUDE PASCAL

(1) Le premier communiqué du FN suite à la mort du jeune Marocain annonçait : « *Un incident mortel [vient de se produire] après le passage du cortège du Front national et n'a aucun rapport avec cette manifestation* ».

(2) 2 mars 1995.

(3) En mai 1984, apparaît *National Hebdo*. En 1987, il devient « *Le journal officiel du Front national* », puis « *Un journal d'information pour la droite* » et pour finir « *Hebdomadaire d'informations nationales* ». Dans son édition du 21 septembre 1995, l'éditorialiste rappelle que ce journal est « *directement lié au FN* ».

DANS LE PHARE DE PÉKIN

# Les droits de l'« Homme » pour qui ?

LA PRESSE s'est largement fait l'écho du cas de Sarah Balaban, jeune Philippine employée de maison chez de riches féodaux des Emirats arabes unis (1).

Violée par son « seigneur » et maître, elle l'a poignardé en état de légitime défense. Condamnée dans un premier temps à sept ans de prison (on lui avait reconnu des circonstances atténuantes et versé des dommages et intérêts), le tribunal islamique d'Al Ain, saisi par le chef de l'Etat, est revenu sur sa décision : Sarah sera condamnée à mort pour « meurtre prémédité ».

De victime, Sarah devient accusée. Le viol est nié comme crime, et pourtant il s'agit d'un crime aggravé car commis par un adulte sur une mineure, par un employeur sur son employée, par un national sur une immigrée.

Cette condamnation a été prononcée le jour de la clôture de la conférence mondiale sur les femmes, où 181 pays, à l'unanimité, dont les Emirats arabes unis, venaient de signer la déclaration de Pékin. Cette déclaration réaffirmait, dans l'article 8, la volonté d'éliminer la violence à l'égard des femmes et s'engageait, dans l'article 29, à « prévenir et éliminer toutes formes de violence à l'égard des femmes et des petites filles ».

Malgré toutes les réserves que l'on peut avoir quant à ces grand-messes onusiennes, des engagements ont été pris. Ces engagements, nous le savons, n'ont aucun caractère contraignant, mais ils existent, ils sont écrits, ils sont signés. Ils deviennent alors un important levier pour les luttes des femmes.

Ainsi, Sarah devient le symbole des combats à mener contre cette barbarie qui consiste à importer des enfants, des femmes, taillables, corvéables, violables à merci.

Le gouvernement philippin a fait appel du second jugement. Une mobilisation internationale s'est organisée, exigeant la libération de Sarah, exigeant que le gouvernement des Emirats arabes unis mette fin à l'état d'esclavage où sont réduits les femmes et les travailleurs étrangers sur son territoire.

On peut rappeler que cet Etat n'avait pas signé la convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (1979), ni la convention relative aux droits de l'enfant (1990), ni la convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille (1990).

En France, un comité « Pour sauver Sarah » a été créé par Gisèle Halimi et Marie-Claire Mendès-France (2). De nombreuses organisations féministes, politiques, syndicales et anti-racistes ont condamné ces pratiques et demandé la libération de Sarah. Aux dernières nouvelles, la mort n'est plus requise. Prison ou rapatriement ? La mobilisation continue.

Il faut savoir que les Emirats arabes unis ne sont pas, et de loin, les seuls Etats à exploiter les travailleurs et travailleuses chassés par la misère de leur pays d'origine. Dans les six Etats du Golfe (3), la main d'œuvre asiatique, sans statut ni droits et souvent non payée, est à la merci de ses patrons. Les servantes sont particulièrement menacées : meurtres enlèvements, sévices sexuels, viols tortures... tout ces crimes sont rarement punis.

En ce qui concerne les Philippines (4), pays de Sarah, depuis Marcos, l'exportation de la main d'œuvre a été intégrée dans la planification économique ; elle garantit l'entrée des devises et permet d'assurer le paiement de la dette.

Les Philippines comptent soixante-dix millions d'habitants, dont 45 % vivent en dessous du seuil de la pauvreté. 47% des quatre millions de travailleurs migrants sont des femmes, dont 75% sont employées comme domestiques.

Dans les pays en voie de développement, ce sont les femmes qui constituent l'« invisible facteur d'ajustement » aux crises lorsque les mesures d'ajustement structurel sont imposées par le FMI.

Le FMI, la Banque mondiale, l'Organisation mondiale du commerce imposent la promotion et la libéralisation des importations et l'ouverture maximum aux capitaux étrangers au détriment du développement des entreprises locales et de la création d'un marché intérieur viable ainsi que de l'amélioration d'un secteur vivrier en vue de l'autosuffisance alimentaire.

Une enquête récente, *Philippine Country Report on Woman 1986-1995*, montre l'exploitation croissante de la force de travail des femmes par les multinationales dans les zones franches. Une femme gagne 5 FF pour fabriquer une robe d'enfant qui sera vendue 75 FF aux Etats-Unis.

Dans le projet de Calabarzon (zone de croissance rapide), 90% des 22 000 travailleurs sont des jeunes femmes de 16 à 24 ans gagnant entre 12 et 18 FF par jour.

Ni grève, ni syndicat, sous-traitance par des agences d'intérim (le père de

Sarah est ouvrier temporaire), travail à domicile, licenciements dans les entreprises... cette aggravation des conditions d'existence des populations engendre un accroissement de la violence contre les femmes, sans parler de la prostitution et des violences policières et paramilitaires pour maintenir l'ordre néo-libéral.

Qui parle de croissance en Asie ? Et pour qui ?

On peut aussi se poser la question de savoir pourquoi l'oppression et les violences à l'égard des femmes ne sont dénoncées qu'à l'occasion de manifestations internationales, alors que cette oppression et ces violences sont quotidiennes depuis des millénaires et concernent des centaines de millions de femmes.

Le rapport 1995 du Programme des Nations unies pour le développement souligne qu'aucun pays ne traite les femmes à l'égal des hommes et ajoute : « Ignorer la dimension féminine dans le développement humain revient à le compromettre ».

Qu'est-ce qu'on attend ?

NELLY TRUMEL  
(« Femmes Libres » - RL)

(1) Gisèle Halimi, *le Monde* du 28 septembre 1995.

(2) « Pour sauver Sarah », 102, Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél. : 47.05.21.48.

(3) *Libération* du 9 octobre 1990.

(4) Céline Ostyn, *la Lettre de « Femmes et Changement »*, n° 1, juin 1995.

CHILI

## Appel du Réseau libertaire étudiants-travailleurs, secteur Santa-Lucia

« Le peuple de « nulle part » du Chili salue le peuple et les compagnons anarchistes. Cette lettre est pour vous informer de la situation que nous vivons ici, la communication avec le reste du monde étant très difficile.

Nous avons besoin de votre aide pour plusieurs choses :

- Le système capitalisme nous écrase, et quand nous essayons d'organiser des petites rébellions afin d'ouvrir les yeux à la population, celles-ci sont toujours durement réprimées par la force policière.

- La démocratie n'est qu'une façade pour un faux gouvernement divisé.

- Les jeunes sont toujours obligés de faire le service militaire, faussement récompensé par un crédit fiscal pour faire des études.

- La répression dite aujourd'hui « démocratique » est encore plus effective contre nous.

- Les promesses et charlatanneries ont encore fait diminuer le nombre de personnes qui luttent contre l'Etat, certains finissant par se conformer et attendre que d'autres fassent ce qu'ils n'ont pu faire eux-mêmes. Le conformisme et l'apathie règnent ; c'est la même situation résignée dans le reste de l'Amérique latine. Les quelques uns qui veulent faire quelque chose de différent se voient vite limités par les problèmes économiques qui laissent peu de place pour lutter ou penser.

Nous avons des idées pour diffuser notre projet anarchiste ; ce que nous faisons déjà, mais que nous voulons développer :

- faire une revue libertaire ;

- avoir des équipements pour organiser des concerts ;

- développer la bibliothèque mobile qui fonctionne déjà.

Voilà ce que nous voulons faire. Et comme nous n'avons ni dieu ni maître ni loi, nous nous adressons à vous parce qu'ici, économiquement, rien n'est possible. Si vous pouviez nous aider dans notre cause, nous vous en serions très reconnaissants, et ceci au nom de tous les collectifs anarchistes et libertaires de « nulle part » du Chili.

Salut, frères unis pour la liberté et la fraternité, car une même cause nous unit : la révolution. »

Ce texte est rédigé selon une certaine grandiloquence, qui n'a plus cours chez nous, mais qui dénote une grande sincérité et un réel désarroi devant les difficultés que rencontrent les anarchistes chiliens. Parce qu'ils ont déjà démontré qu'ils étaient capables de réaliser des choses de qualité (les journaux *El Duende Negro* et *Accion Directa*) et qu'une petite aide de notre part représente beaucoup pour ce pays où le niveau de vie est très bas, les compagnons chiliens méritent qu'on les aide. Outre du matériel de propagande, nous pouvons leur envoyer de l'argent, en adressant un chèque à l'ordre de Publico, à l'adresse du *Monde Libertaire*, en spécifiant au dos : « Soutien au Chili », qui transmettra.

VIRGINIE (pour les Relations internationales)

## La Fédération anarchiste bulgare

La Fédération anarchiste bulgare, reconstituée à partir du congrès de 1990, est l'organisation la plus proche de notre vieille FA. Elle a son congrès annuel (qui s'est déroulé le 24 septembre à Sofia), son journal : *Svobodan Missal* (La Pensée libre), une revue théorique : *Svobodan Obchestvo* (La Société libre) et une maison d'édition.

Le mouvement anarchiste bulgare a son personnage en Georges Balkanski, qui a tant fait pour notre idéal depuis 1919. En rendant hommage à Georges, je ne voudrais pas faire l'affront d'oublier tout le travail effectué par les compagnons depuis la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, dans le pays ou en l'exil. Malgré les assassinats et les camps de concentration, l'idéal anarchiste est resté vivant en ce cœur de la péninsule balkanique.

Les groupes de la FAB et de la FAM (Fédération de la jeunesse anarchiste) sont bien répartis sur l'ensemble du territoire. Comme en France, la propagande est plus intense suivant les régions et la dynamique des groupes. Les groupes de la FAB et de la FAM développent un travail de propagande par le biais des tournées de conférences, la publication de brochures et de livres (le dernier en date, au mois d'août, étant *L'Espagne libertaire* de Gaston Leval) et la diffusion du journal.

*Le Monde libertaire* est la colonne vertébrale de la FA, *Svobodan Missal* a le même rôle pour la Fédération anarchiste bulgare. Le journal des copains est de bonne facture, à un prix défiant toute concurrence. Il est agrémenté d'articles de fond, de caricatures, de poèmes, d'un calendrier anarchiste. Le travail des rédacteurs Iorganov et Konstantinov est considérable. Le seul point noir du journal mensuel est la présence trop fréquente de la rubrique nécrologique, qui nous met

devant le fait accompli : la plupart des compagnons bulgares sont retraités et âgés. Les compagnons plus jeunes ont peu de temps à consacrer au mouvement. Les difficultés pour vivre, pour nourrir une famille, accablent toute la bonne volonté du militant.

Malgré cet état de fait, la situation pour notre mouvement n'est pas désespérée. La Bulgarie, comme l'Espagne, est un foyer propice à nos idées. L'histoire bulgare en est le meilleur témoignage. Ce pays est marqué par des personnages tels que Spartacus, des mouvements tels que le bogomolisme (X<sup>e</sup> et XI<sup>e</sup> siècles) et l'anarchisme (de la fin XIX<sup>e</sup> jusqu'à nos jours). La population bulgare connaissait l'idéal anarchiste par la propagande mais surtout par le travail effectif des compagnons. L'anarchisme était omniprésent à la campagne comme à la ville. Ses militants se recrutaient dans toutes les sphères de la société bulgare. Naguère, l'organe hebdomadaire de la Fédération anarchiste communiste bulgare, *Rabotnicheska Missal* (La Pensée ouvrière), était diffusé à plus de 70 000 exemplaires.

Si une crise morale semble emporter le pays, le peuple, lui, connaît ses ennemis : l'Etat et la mafia.

La FAB va-t-elle pouvoir unir tous ces millions de résistants contre le nouvel ordre de la bourgeoisie rouge et autour d'un idéal de société si proche de la mentalité bulgare ? Tel est le défi de nos compagnons. Notre Fédération anarchiste et toutes celles appartenant à l'Internationale des fédérations anarchistes doivent aider nos compagnons bulgares dans la réalisation de leurs projets, celui de se doter des locaux nécessaires pour toute organisation révolutionnaire et celui d'améliorer l'organe de la FAB.

ROGER PALTOQUET

**CÉBAZAT (63)**  
**samedi 28 octobre**  
**20 h 30**  
**salle Prugnard**  
**TRISTAN LÉA**  
**chante**  
**Léo Ferré**  
**et J.-R. Caussimon.**  
**Prix : 50 F.**  
**Renseignements : 73.87.91.90**  
**(de 18 h à 20 h).**

CHRONIQUE BIBLIOGRAPHIQUE

« A la recherche de la laïcité égarée »

P.-V. Berthier - éd. Groupe M. Joyeux

IL Y A PRESQUE cinquante ans Pierre-Valentin Berthier écrivait, pour la revue *Défense de l'Homme*, un texte intitulé : « A la recherche de la laïcité égarée » (1). Il y pourfend l'intolérance, le dogmatisme, la violence de toutes les « cléricatures » en permanente attitude d'agression contre la liberté et l'autonomie de l'individu.

Pierre-Valentin Berthier nous décrit avec précision les activités des religieux de son époque, qu'ils soient les thuriféraires soumis d'un « absolu » divin ou qu'ils brandissent le drapeau d'une doctrine sociale close, d'un système fermé d'une société autoritaire. Il souligne, non sans mérite, dans le contexte de la période où il écrit, l'aspect particulièrement dangereux et pervers des religieux marxistes, ces nouveaux croisés, dynamisés par la victoire de l'Etat-phare communiste sur les nazis. Un nouveau dogme enrobé de « matérialisme dialectique », de « réalisme socialiste », prétendument sans transcendance divine, s'installe dans le Monde. Il a ses prêtres, ses commissaires, son Dieu vivant, « Petit Père des peuples », son Inquisition, ses prisons et ses martyrs.

C'est donc un combat sans relâche contre les idées fixes, les vérités révélées ou définitives, les croyances paralysantes que doit se proposer tout esprit laïc. La laïcité est pour l'auteur, avant tout, respect de l'individu, de sa pensée, de sa dignité, de sa liberté : « ...Si je sais que la foi est aveugle, je n'oublie pas que la raison est faillible ». On pourra discuter sur certains aspects de la terminologie utilisée, quelquefois avec trop d'insistance, par l'auteur (par exemple, tolérance, résignation, poids du fardeau à supporter, etc.), mais le souffle généreux, humaniste, qui habite son discours emporte notre accord.

Mais le combat pour la Raison n'a pas pour objet de détruire ou de figer les rêves. « ...Les rêves ont la vie dure », écrit Pierre-Valentin Berthier.

Le champ de l'imaginaire est sans limite ; il sert autant à l'hypothèse de la raison raisonnée, de la logique de la connaissance, en quête permanente de découvertes, d'explications toujours provisoires du Monde, qu'aux rêves tranquillisants ou mystificateurs sur

l'inconnu. Le « Tonsuré » s'arrête à ces derniers, assuré de tenir le sésame pourtant mortifère de son renoncement au doute, de son confort intellectuel, de la promesse d'un Eden pour l'au-delà ou pour les lendemains qui chantent de la fin de l'histoire. Le « Laïc », au contraire, poursuit sa route, multiplie l'activité de son « conscient » ou de son inconscient, décape, agite son idée, la mesure à l'aune de sa logique, de son esprit critique, de son jugement et, s'il « trouve », ne revêt d'aucun affutia sacré, n'impose, ne glorifie ni ne fige le fruit de son travail, toujours à recommencer.

En ce sens la Laïcité que propose l'auteur est à l'opposé de tous les manichéismes, de toutes systématisations rigides, de toute forme d'« autorité d'entraînement » (Camus)... Elle est ouverte, vigilante, critique. Elle vise à décortiquer, juger, contester toute forme d'ordre établi, et en cela elle s'oppose nécessairement à toute morale fondée sur la soumission à un dogme, qu'il s'étaye sur un dieu ou sur l'Etat. Appliquée à l'Instruction, cette Laïcité est proche de celle de Condorcet qui se refusait à confier les programmes d'Instruction non seulement à l'Eglise mais aussi à l'Etat, craignant à juste titre son goût pour le mouton du troupeau et son aversion pour l'esprit fort et libre. Elle s'oppose à Jules Ferry qui écrivait le 27 juillet 1882 dans une instruction aux préfets et aux maîtres : « ... Il vous faut enseigner la bonne vieille morale de nos pères, la nôtre, la vôtre, car nous n'en avons qu'une ... Ne vous substituez ni au prêtre, ni au père de famille... joignez vos efforts aux leurs pour faire de chaque enfant un honnête homme »...

Pour l'homme d'Etat ou le « tonsuré », même sans dieu céleste, la morale du plus fort est toujours la règle. Les lecteurs du *Monde libertaire* en ont eu un exemple (n° hors-série 4, été 1995). Ils ont pu découvrir les exploits d'un groupuscule marxiste faisant régner « son » ordre et « sa » morale contre un groupe de « libres-penseurs », le 24 juin 1995, rue des Fossés-Saint-Jacques...

ARCHIBALD ZURVAN

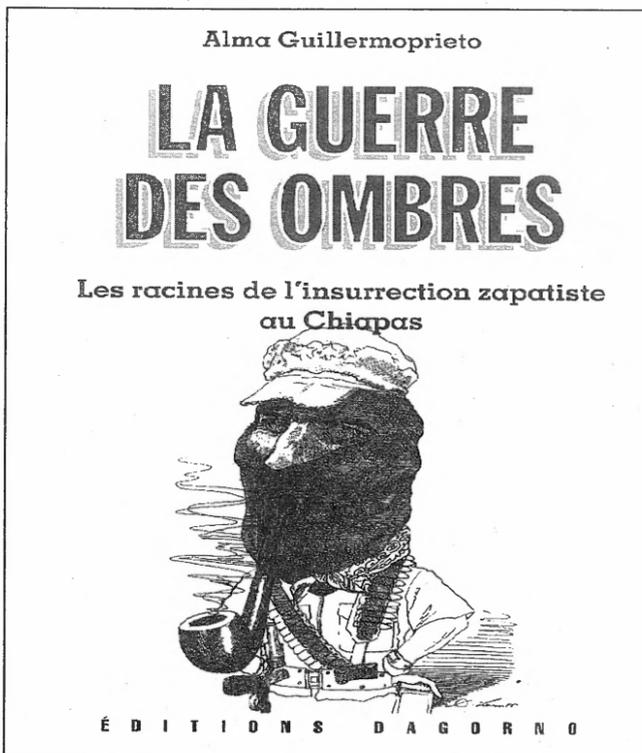
(1) Ce texte, réédité par le groupe Maurice-Joyeux de la Fédération anarchiste, est en vente au prix de 5 francs à la librairie du *Monde Libertaire*, 145, rue Amelot, 75011 Paris. Ajoutez 3,70 F de frais de port.

Lectures mexicaines (4)

La Guerre des ombres, Alma Guillermoprieto, 77 pages. 55 F.

Du même éditeur (Dagorno) que *Ya Basta !*, ce petit livre est d'une valeur moindre, mais il demeure un des rares témoignages intéressants d'un journaliste (du *New Yorker*). Comme le sous-titre l'indique, son but est de se plonger aux racines de l'insurrection zapatiste au Chiapas. Dans les deux premiers chapitres, l'auteur expose les conditions économiques et sociales qui vont favoriser le coup d'éclat du 1er janvier 1994. Dans un autre chapitre, très brièvement, il nous explique l'histoire politique de l'EZLN : « La lutte armée doit se dérouler là où se trouvent les gens, et nous étions confrontés à un choix : continuer avec une structure de guérilla traditionnelle ou "massifier" le mouvement et en confier la direction stratégique au peuple... ». C'est l'histoire d'un passage d'une conception très marxiste (où l'avant-garde décide) à une conception plus libertaire.

Ce livre n'en comporte pas moins des imprécisions. Au-delà de son analyse partielle sur les élections, des erreurs existent bel et bien. En effet, comment peut-on affirmer honnêtement que l'Etat mexicain a respecté le cessez-le-feu du 12 janvier 1994 ? Pourquoi donner aux évangélistes plus de pouvoir qu'il n'en ont ? Pourquoi rendre mythique le rôle de l'évêque de San Cristobal, Samuel Ruiz ? Certes, il a eu un rôle aux côtés des pauvres, un rôle d'intermédiaire avec les autorités (l'Eglise, dans sa croisade mondiale, a toujours su se placer de tous les côtés), mais Alma Guillermoprieto n'a pas le recul nécessaire pour examiner la situation réelle, alors même que l'EZLN est critique à l'égard de cette Eglise, comme l'indique un communiqué du sous-commandant Marcos, daté du 5 mai 1994 (en réponse aux assertions de journalistes comme quoi l'Eglise catholique avait de l'influence sur l'EZLN) : « Je regrette, l'Eglise catholique n'a aucune influence sur l'EZLN [...]. Ne croyez pas ce qu'écrivent les autoproclamés "apologues de la paix" sur la supposée mainmise de l'Eglise catholique sur l'EZLN. Fiez-vous plutôt à ce que dit l'EZLN de sa propre voix ou alors consultez-nous ». Le 28 septembre 1994, Marcos ira plus loin en critiquant



les concepts-mêmes de l'Eglise catholique : paix sociale, assistanat... « Vous voulez à présent réduire nos revendications dans les limites de ce qui relève de l'assistance, leur retirer leur essence politique. Alors, nous nous demandons si nous, les indigènes, n'avons pas de droits politiques, si nous devons nous contenter des promesses d'aumône... ». De toute évidence, la situation est moins nette, moins idéale, que celle que l'on nous décrit dans l'ouvrage, rédigé avant le 2 février 1995.

Avec le peuple du Chiapas, éditions OCL. 20 F.

A choisir un petit texte donnant un aperçu de la situation au Chiapas mieux vaut encore se porter sur cette brochure. Supplément au mensuel *Courant alternatif* (n° 49), cette brochure est un excellent outil. En 38 pages, elle nous rappelle les principaux événements historiques, les principales raisons et causes de la révolte, en quoi la lutte doit nous intéresser. Le tout est écrit dans un style accessible par tous.

RÉGIS BALRY (gr. FA de Nantes)  
(suite au prochain numéro)

RADIO LIBERTAIRE (89.4)

« Le Téléphone arabe »

Un dimanche sur deux, de 14 h à 15 h 30, Khader et Madame Jacqueline animent l'émission « Le Téléphone arabe », consacrée au Maghreb : histoire, économie, situation actuelle, culture...

La première émission a eu lieu le 15 octobre 1995 et a été consacrée à la manifestation du 17 octobre 1961. Appelée par le FLN, cette manifestation de la dignité a été très durement réprimée par la police française et ignorée de la plupart des partis et syndicats français.

Parqués dans les bidonvilles de Nanterre et d'ailleurs, humiliés par le couvre-feu raciste instauré par une circulaire signée Maurice Papon, ils seront 30 000 à converger vers Paris. Les ponts sur la Seine, à Bezons ou à Neuilly, sont bouclés, les stations de métro encerclées par les CRS. La manifestation a quand même lieu sur les grands boulevards mais ce soir-là, la plus grande raffe depuis le 16 juillet 1942 s'achève : 11 538 Algériens sont interpellés ; 1 500 travailleurs seront expulsés dans les 48 heures. Surtout, il y aura de nombreux morts et blessés graves.

Ces crimes que l'Etat français ne veut toujours pas reconnaître et que la population feint d'ignorer ne seront pas non plus dénombrés : on avouera deux morts, on en concédera six après les protestations de quelques personnalités ; 40 morts sont constatés, des corps seront retrouvés dans la Seine jusqu'à Rouen. Le FLN estime le bilan à 200 morts et 400 disparus.

Pour mieux connaître l'histoire de cette période et en comprendre les conséquences sur la situation actuelle, en Algérie comme en France, voici quelques références :

- Michel Levine, *Les Ratonnades d'octobre : un meurtre collectif*, éditions Ramsay ;
- Jean-Luc Einaudi, *La Bataille de Paris : 17 octobre 1961*, éditions Le Seuil, 1991 ;
- Anne Tristan, *Le Silence du fleuve : ce crime que nous n'avons toujours pas nommé*, éditions Au nom de la mémoire, 1991 ;
- Didier Daeninckx, *Meurtres pour mémoire*.

La prochaine émission du « Téléphone arabe » aura lieu le dimanche 28 octobre et aura pour thème le déclenchement de l'insurrection algérienne, le 1er novembre 1954.

Quelques livres sur cette période : Slimane Chikh, *L'Algérie en armes ou le temps des certitudes*, éditions Economica ; Allister Horne, *La Guerre d'Algérie*, éditions Albin Michel ; Charles-Robert Avron, *La Guerre d'Algérie*, tome 2 : de 1871 à 1954 ; Yves Courrière, *Les Fils de la Toussaint* (tome 1), *Le Temps des colonels* (tome 2), *Le Temps du désespoir* (tome 3), éditions Robert Laffont, collection Bouquins.

ROSE PARADIS

FORUM de la LIBRAIRIE du MONDE LIBERTAIRE

145, rue Amelot, 75011 Paris (M° Oberkampf)

Samedi 28 octobre - 16 h 30

RENÉ CENTASSI

et YVES PEYRAUT

viendront parler

d'ESPERANTO

à partir de l'ouvrage

« L'Homme qui a défié Babel »

(une biographie de Zamenhof,

le père de l'esperanto)

de R. Centassi et H. Masson

(prix : 139 F)

« Mots et musiques » et Radio Libertaire présentent

GILLES SERVAT

lundi 30 octobre - 20 h 30

au théâtre Clavel

3, rue Clavel (M° Pyrénées)

75019 PARIS.

Prix : 80 et 100 F.

Réservations : 43.84.70.04.

Tournée d'ÉLIZABETH en BELGIQUE du 27 octobre au 4 novembre

♥♥ 27 et 28 octobre - 20 h : *Le Paris-Brest*, 18, rue des Anglais, LIÈGE ♥♥ 29 octobre - 17 h 30 : *Le Can-Can*, 95, rue de Jérusalem (Schaerbeek), BRUXELLES ♥♥ 30, 31 octobre et 1er novembre - 20 h : *La Mastroque*, 50, boulevard Janson, CHARLEROI ♥♥ 2 novembre - 20 h : *Le Zénobe Gramme*, 1, place Zénobe-Gramme, HUY ♥♥ 3 et 4 novembre - 20 h : *Le Cabaret Montmartre*, 6, place Van-Meenen (Saint-Gilles), BRUXELLES.

# Le procès de la solidarité

## Le droit d'asile en question

**R**EPORTONS-NOUS trois années en arrière. Six mois après l'arrestation d'une trentaine de résidents d'Angers, l'Etat organise, début mai 1992, une impressionnante rafle en Bretagne. Le but avoué est de mettre définitivement hors d'état de nuire de soi-disant réseaux de soutien aux séparatistes basques d'ETA. soixante-dix personnes, pour la plupart proches de la mouvance culturelle bretonne, sont donc arrêtées, gardées à vue, souvent inculpées et parfois incarcérées, ainsi que quatre Basques en situation irrégulière. A la fin de l'été, ce sont encore d'autres personnes à Nantes, Bordeaux, Paris et La Roche-sur-Yon qui subissent le même sort. La presse n'en peut plus de noircir du papier sur les « révélations » obtenues par ces arrestations et comme d'habitude, elle annonce l'arrestation du « n° 1 » ou du « n° 2 » d'ETA, décrit ses réseaux de soutien... Or, il n'en est bien évidemment rien !

Pour s'en convaincre, rappelons-nous le résultat du procès des Angevins, en avril-mai 1993. Quatre furent relaxés, huit autres prirent des peines de prison avec sursis et sept furent condamnés à des peines de prison ferme, équivalentes à leur temps de préventive. Quelle mansuétude à l'égard des « réseaux d'ETA » ! Mais plus symptomatiques furent les propos tenus par le substitut du procureur, reconnaissant manquer d'éléments pour justifier les chefs d'inculpation, mais rappelant la nécessité pour la justice française de punir celles et ceux qui témoignaient de sympathie à l'égard de la lutte de libération nationale basque (ainsi donc, la justice se mettrait à juger

des « sentiments » et non des faits). Quant aux quatre Basques, deux recouvrèrent la liberté (les deux autres écopant de deux ans de prison fermes pour utilisation de faux papiers et séjour irrégulier), mais aucun visiblement n'était dans les petits papiers de la justice espagnole (que l'on sait pourtant très friande de demandes d'extraditions !). Drôles de « terroristes » que ces lascars !

Assurément, ce procès, et celui qui se prépare, ont de grandes similitudes : la plupart des Basques arrêtés sont, en fait, d'anciens « réfugiés » connus comme tels par l'Etat français (on en comptait 600 jusqu'en 1984 !), passés dans la clandestinité au milieu des années 80 et non des « etarras en activité » ; les chefs d'inculpation sont les mêmes, « d'aide au séjour irrégulier » à « association de malfaiteurs en vue d'une entreprise terroriste »... Or, il s'avère qu'il y a eu une volonté étatique de surqualifier pénalement les inculpé(e)s afin d'en incarcérer certain(e)s, de faire peur et de permettre à la presse de « prendre au sérieux » ces rafles successives, car il n'y a aucune preuve de l'implication des différent(e)s inculpé(e)s dans des projets d'attentats sur le territoire français, au grand dam de nos rédempteurs en robe noire ! Enfin, comment expliquer que la justice française ait mis tant d'années à arrêter tous ces « terroristes » qui, pour certains, vivaient discrètement mais sans se cacher, notamment en Bretagne ? Il y a là bien plus qu'une offensive anti-basque !

Il ne faut pas être grand clerc pour voir dans ces rafles et ces procès la volonté affichée de l'Etat d'en finir

avec celles et ceux qui refusent sa logique sécuritaire. Il s'agit de criminaliser les personnes qui refusent la « gestion des flux migratoires » à la mode socialiste ou de droite. Depuis une décennie, les lois visant de restreindre l'accès au territoire français se sont multipliées, ainsi que les dispositions visant à restreindre l'octroi du statut de réfugié politique. Durant quelques années, de plus en plus rares furent ceux à lutter pour sauvegarder le droit d'asile. Maintenant que « nos » frontières sont de plus en plus gardées par les cow-boys de l'ex-PAF (avec les bavures que l'on connaît), que les contrôles aux aéroports sont de plus en plus soutenus (sans oublier la politique des visas), et que le contrôles au faciès et la chasse aux clandestins sont rentrés dans les mœurs, il s'agit pour l'Etat de parachever cela en criminalisant celles et ceux qui refusent que ce soit lui qui décide qui

doit trouver assistance sur notre territoire et qui doit en disparaître. Les Basques sont dès lors des cibles à privilégier car, qu'ils soient etarras ou non, la presse n'en a cure. l'essentiel est de servir la soupe, de faire peur au populo en lui montrant que son voisin, sa voisine, braves et honnêtes citoyens, hébergeaient en fait un poseur de bombes. Mais si les individus sont dans l'œil du viseur, c'est le cas également des associations, dont certaines fort respectables (MRAP, CIMADE, FASTI), qui subissent les remontrances gouvernementales ou autres. Ainsi, aider les personnes en situation irrégulière à se défendre face à l'administration est un délit !

Le procès qui s'ouvrira le 13 novembre 1995 n'est donc pas uniquement le procès d'ETA, de la cause basque (la question nationaliste ne nous semble pas être le principal ressort de la répression ou même de la solidarité internationale). Pour ceux qui, comme

nous, participeront à la manifestation du samedi 11 novembre, il s'agira de condamner la militarisation de la société, les expulsions en masse d'étrangers (expulsions qui se multiplient grâce à Vigipirate) et de défendre une nouvelle fois le droit d'asile et la libre circulation des personnes. En ces temps troublés où le rouleau-compresseur sécuritaire nous prépare le « meilleur des mondes », il est plus que temps d'organiser la riposte.

**GROUPE MILLY-WITKOP (Nantes)**

N.B. : le comité de soutien nantais aux inculpés du droit d'asile diffuse un dossier de presse sur ce procès. Pour le recevoir, envoyez 15 F en timbres à l'adresse suivante : « Le Local » (CSNIDA) 16, rue Sanlecque, 44 000 Nantes. Le comité tient également une permanence le mardi soir dans le même lieu (tél. : 40.48.49.56).

(Dans nos prochains numéros, deux autres volets du « Procès de la solidarité » doivent suivre.)



## Associations

### PARIS : LES DÉBATS ET VIDÉOS DE « LA BONNE DESCENTE »

- « Expulsions et résistance aux expulsions », le jeudi 26 octobre, à 20 h, avec L'Ennemi public n° 20, précédé de *Vivre sans toit*, de Stéphane Mercurio (la saga des occupants de l'avenue René-Coty).
- Rencontre avec Nanni Balestrini (des luttes d'usine à la lutte armée), le vendredi 27 octobre, à 20 h.
- Projection du film de John Halas et Joy Batchelor, *La Ferme des animaux* (d'après l'œuvre de George Orwell), le samedi 28 octobre, à 15 h.
- « La Bonne descente », 64, rue Rébeval (M° Belleville), 75019 Paris.

### PARIS : UNIVERSITÉ D'AUTOMNE DE LA L.D.H.

La Ligue des droits de l'Homme organise une université d'automne, sur le thème : « La Mondialisation », qui se déroulera les samedi 4 (accueil à 9 h 15) et dimanche 5 novembre (9 h 30 - 17 h 30) à la

### Maison internationale, 19, boulevard Jourdan (RER Cité universitaire), 75014 Paris.

Participation aux frais : 200 F. Renseignements : Alain Monchalbon c/o L.D.H., 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris. Tél. : 44.08.87.29.

### KREMLIN-BICÊTRE : 7<sup>e</sup> FESTIVAL « QUAND LES LESBIENNES SE FONT DU CINÉMA »

Le 7<sup>e</sup> festival *Quand les lesbiennes se font du cinéma* (non-mixte) se déroulera, du jeudi 26 au lundi 30 octobre, à l'Espace culturel André-Malraux, 2, place Victor-Hugo (métro Kremlin-Bicêtre). Tél. : 48.70.77.11.

### MONTREUIL : ANARCHO-MEETING DE KOCHISE

Dans le cadre d'un anarcho-meeting, le groupe de rock alternatif Kochise vous invite à venir écouter ses interventions, le dimanche 29 octobre, à 17 h 30, au bar associatif *Le Vendémiaire*,

### 33-35, rue François-Arago (métro Robespierre), à Montreuil.

### MANOSQUE : UN AUTRE FUTUR AUX « 8<sup>es</sup> INSTANTS VIDÉO »

dans le cadre des 8<sup>es</sup> Instants vidéo (festival de la création vidéo internationale et du cinéma expérimental), qui se dérouleront du 10 au 18 novembre, le documentaire de Richard Prost sur l'Espagne libertaire de 36-39, *Un Autre futur*, sera diffusé le samedi 11 novembre, à 15 h, à la MJC, allée de Provence, 04100 Manosque. Tél. : 92.72.19.70. Fax : 92.72.65.22.

### MARSEILLE : R.I.R.E.

Le n° 5 (septembre-octobre) de R.I.R.E., journal du Réseau d'information aux réfractaires, est encore disponible. Prix : 10 F. Abonnement pour six numéros : 60 F (étranger : 80 F), soutien : 100 F. Chèque à l'ordre de J.O./R.I.R.E. R.I.R.E., 33, rue Coutellerie, 13002 Marseille.

### Rectificatifs

Plusieurs coupes malencontreuses, que l'on voudra bien nous excuser, sont apparues dans certaines notes et signatures d'articles du ML n° 1013 (problème lors du flashage de nos pages ?).

- En page 2, suite à l'article de Laurent Fouillard « Je n'ai pas changé... dit le politicien », il fallait lire : « On peut lire l'intégralité du texte d'Edouard Rothen, « La politique et les politiciens - une duperie, des dupeurs », dans *Volonté anarchiste* n° 10, qui présente également une biographie de l'auteur, rédigée par René Bianco, du CIRA de Marseille, ainsi qu'un texte de Gaetano Manfredonia : « Notre tactique de toujours ».
- En vente à la librairie du Monde Libertaire au prix de 25 F (+3, 50 F de frais de port).
- En page 3, la signature du premier texte de la CNT était : Union des syndicats CNT de la région parisienne.
- En page 6, la note suivant la présentation de l'émission « Microclimat » (sur Radio Libertaire) a été amputée des coordonnées où la contacter : « Microclimat » c/o Radio Libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris. fax (pour « Microclimat ») : 33 (1) 49.29.98.59. Tél. (au studio, exclusivement pendant l'émission) 33 (1) 42.62.90.51.

### SOMMAIRE

- Page 1 : Les militaires algériens demeurent les favoris de l'Elysée (suite p. 4), Minons le nucléaire ! (suite p. 3).
- Page 2 : Il faut se méfier des mots, La fin des métaphores.
- Page 3 : Minons le nucléaire ! (suite de la « une »), Rendez-vous, Parutions, Amies lectrices... amis lecteurs..
- Page 4 : Les militaires algériens demeurent les favoris de l'Elysée (suite de la « une »), Rendez-vous, A la petite semaine : *Bien sûr, il y a...*
- Page 5 : Quand l'extrême droite distille la haine.
- Page 6 : Les droits de l'« Homme » pour qui ?, Appel du Réseau libertaire étudiants-travailleurs secteur Santa-Lucia du Chili, La FA bulgare.
- Page 7 : A la recherche de la laïcité égarée de P.-V. Berthier, Lectures mexicaines (4), Emission de Radio Libertaire : « Le Téléphone arabe ».
- Page 8 : Le procès de la solidarité - Le droit d'asile en question, Associations.